

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4250 - Lundi 14 Novembre 2022 - Prix : 200 Fc

FESTIVAL D'ART CONTEMPORAIN DES COMORES

Et c'est parti pour la 5^e édition



Fatima Ouseeini présidente du FACC

JOURNÉE MAORÉ :

**" On a les mêmes valeurs,
cultures et traditions "**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

INTERVIEW :

SASA : "Nous sommes là pour l'intérêt général du football et du pays"

A quelques jours de l'ouverture de la Coupe du Monde (20 novembre) au Qatar, le patron du football comorien, Saïd Ali Saïd Athoumane revient sur quelques faits marquants de l'année 2022 et sur les perspectives d'avenir au niveau de la grande famille du football. Le président répond aux questions de La Gazette des Comores HZK-Presse, quelques jours après la tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la FFC.

Question : Cela fait deux ans que vous êtes à la tête de la FFC, quelle est votre plus grande satisfaction et votre regret s'il y en a ?

Saïd Ali Saïd Athoumane : Notre plus grande satisfaction, c'est le fait que nous sommes parvenus à installer dans la durée la visibilité de notre football à travers les Coelacanthés, ce qui nous a permis de gagner en notoriété au niveau international. Une notoriété qui s'est matérialisée comme vous l'avez tous constaté récemment lors de notre rencontre avec le mondialiste tunisien. Vu les enjeux, la Fédération Tunisienne de Football aurait pu choisir une nation plus puissante que la nôtre pour jouer son match de préparation mais, vu la qualité de jeu que nous sommes en train de développer, elle a vu en nous un bon sparring partners. Tout ça, c'est la somme de plusieurs années de travail. Donc la finalité de tout ça, c'est de progresser et jouer dans la cour des grands. Regret, non je ne crois pas qu'on puisse en avoir vu le chemin parcouru, seulement on aurait aimé qu'on aille un peu plus vite mais, les moyens étant, on est obligé d'aller à notre rythme. Maintenant, ce qui nous reste c'est de pérenniser nos acquis et d'ouvrir des nouveaux horizons pour notre jeunesse surtout à travers des compétitions à l'international. Cette notoriété ne se cantonne pas que sur le plan sportif, mais il y a un rayonnement de notre football au niveau des institutions internationales, Kanizat à la CAF, Saïd Bouhtane au niveau de la Commission des jeunes et moi à la

vice-présidence du COSAFA ainsi que tant d'autres.

Question : Que pouvez-vous dire de l'année de 2022 où nous avons connu un ascenseur émotionnel que ce soit durant la CAN 2021, un bon début d'éliminatoire CAN 24, ensuite la machine s'est grippée à la fois au niveau des résultats mais surtout à la polémique qui a suivi l'affaire Kassim Abdallah ?

SASA : Sur ce dernier point, disons que c'est un malentendu. Nous avons une bonne collaboration avec le staff et nous sommes entrain de travailler ensemble pour redonner un nouveau souffle aux Coelacanthés. Au delà de toutes considérations, c'est l'institution qui doit être au dessus. Aujourd'hui on est là, demain il y aura d'autres à notre place mais l'essentiel dans tout ça, c'est l'institution. Et nous et eux, sommes là pour l'intérêt général du football et du pays. Maintenant sur le plan des éliminatoires de la CAN 24, je pense que nous sommes dans un groupe qui est ouvert, à part la Côte d'Ivoire qui est déjà qualifiée tout est possible pour les trois autres, même le Lesotho peut espérer n'en parlons pas de nous. Sur nos deux matchs amicaux, je ne crois pas que ce soit une aberration qu'on ait perdu contre la Tunisie et le Burkina Faso, des équipes qui sont mieux classées que nous et qui ont de l'expérience du haut niveau international. Certes, on a perdu mais dans quelle condition, nous avions beaucoup d'absents et pas les moindres, ce sont les cadres de l'équipe. Le fait que certains d'entre eux n'ont pas de club a conduit le sélectionneur à ne pas les appeler, un choix courageux qu'il faut saluer. Ailleurs, peut être il y a des pays qui le font mais, pour la sélection c'est l'excellence, c'est la performance donc il faut être en forme pour y être. Ces absences, bien que préjudiciables, nous ont permis d'appeler des nouveaux joueurs (6) et élargir un peu plus le champ du sélectionneur.

Question : Nous avons un déficit au niveau des techniciens de

haut niveau, où en sommes nous avec le programme de formation des cadres dont vous nourrissez beaucoup d'espoir ?

SASA : Bien évidemment, c'est parmi nos priorités avec le programme de développement des infrastructures avec la Fifa. Nous avons avec la Fifa un programme d'amélioration de nos infrastructures notamment le centre technique de Mitsamiouli et des antennes à Mohéli et à Anjouan. Tout ça pour permettre une certaine facilité au niveau du regroupement de nos jeunes. Ces centres vont aussi de pair avec la formation des cadres techniques, car c'est bien beau d'avoir les infrastructures mais quand on n'a pas les compétences ça ne sert à rien. Sur la formation, nous avons un objectif à terme d'avoir des cadres avec des licences A et B. Nous avons été retenus dans le Programme de Soutien Technique de la Fifa (PST). Mais, ce dernier est en train d'être redéfini et amélioré donc, dès que ça sera possible nous allons intégrer ce nouveau programme au bénéfice de nos cadres.

Question : A part la rénovation du centre technique, on nous parle d'un projet d'équiper 10 terrains en terre stabilisée, d'où vient ce financement ?

SASA : Ce sont des financements de la Fifa. On a des projets pour le siège de la FFC et des réhabilitations des ligues au niveau de Mohéli et d'Anjouan. Il y a aussi la rénovation et la mise aux normes du stade de Hombo à Mutsamudu. En 2019, nous avons fait une demande de financement de nos projets d'infrastructures, mais entre temps il y a eu la COVID et la période de normalisation, mais récemment ils nous ont répondu officiellement qu'ils vont financer les travaux et même des montants ont été définis, que ce soit au niveau des études (100 000 USD) et à peu près 400 000 USD pour les travaux de rénovations des stades de Moroni, Mitsamiouli et Hombo. Maintenant nous attendons l'exécution de celle-ci par le bailleur, en l'occurrence la



fondation Fifa.

Question : La FFC a des programmes de coopération avec plusieurs fédérations étrangères notamment celle du Maroc et de la France. Où en est la coopération avec celle de l'Arabie Saoudite. Concrètement, en quoi consiste cette coopération ?

SASA : C'est beaucoup plus cantonné aux activités que ce soit celles des Coelacanthés ou autres. Vous avez vu durant notre préparation à la CAN 21, ils ont pris en charge notre transport jusqu'en Arabie Saoudite et de là-bas vers le Cameroun. Pendant les dix jours passés là-bas, on était au frais de l'Arabie Saoudite, ce qui implique des moyens financiers conséquents. Au mois de janvier et c'est officiel, nous allons participer à un tournoi de football féminin là-bas avec un autre pays qui reste à définir et c'est eux qui vont prendre tout en charge. Tout ça joue dans le développement du football au niveau des deux pays par la mise en place d'activités dont des stages. La coopération peut s'élargir aussi à des programmes de formations.

Question : Notre pays a participé durant cette année finissante à plusieurs compétitions ne serait-ce au niveau COSAFA. Ces participations relèvent-elles d'une quelconque exigence ou est-ce un choix de votre part de ren-

voyer une image positive du football comorien en tenant compte de peu de moyen de la FFC ?

SASA : Non, il n'y avait aucune exigence de participation surtout dans cette période dite (2019-2022) de COVID19. Seulement parmi les critères d'être éligible à l'assistance Fifa, c'est bien évidemment qu'une partie des aides octroyées par la Fifa soit utilisée à la participation des compétitions internationales et régionales. Nous avons fait ce choix pour encourager nos jeunes, car l'objectif de tout un sportif c'est d'évoluer un jour en sélection nationale quelque soit la catégorie d'âge. C'est aussi une façon pour nous de voir là où on est en termes de niveau par rapport aux autres pays et de mesurer le travail qu'on doit encore mettre en place pour arriver à des sommets jusque-là inatteignables. C'est aussi une façon de renforcer notre visibilité. Nous étions parmi les 6 pays à avoir pris part à la ligue des champions féminine au niveau de la zone 6, sur 14 fédérations possibles, c'est une performance qu'il ne faut pas négliger. Une dernière chose, c'est saluer les efforts de l'Etat qui est toujours présent à chaque fois que nous avons fait la demande, malgré un contexte interne des plus difficile. C'est notre partenaire majeur de notre football.

Propos recueillis par
AS Badraoui

Message du Collège des Sages

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale Maore

Honorable Assistance, Asalam Alaykum wa Rahmatullah wa barakatuhu

Permettez moi d'Emblée de vous demander de vous lever et observer une minute de silence en mémoire de tous les victimes du Visa de la Mort, le Visa Balladur.

La Journée d'aujourd'hui 12 novembre 2022, comme tous les 12 novembre est une journée très importante pour l'Union des Comores. Comme vous le savez tous la journée d'aujourd'hui devrait rappeler à toute la population que notre indépendance est toujours inachevée puisque la

France continue à occuper illégalement l'île comorienne de Mayotte. Nous devons par conséquent continuer le combat à la recherche des voies et moyens pour trouver une solution juste et équitable de cette occupation. Heureusement que le Comité Maore est là et nous fait les points chaque année sur la situation. Comme on vient de le constater à partir du discours du Président du Comité Maore, jusqu'à maintenant il n'y a pas d'évolution sur le statut de notre île occupée, l'Occupant continue à avancer dans la balkanisation de notre île. Il y a donc lieu de redoubler d'efforts et

aider le Comité Maore dans la mobilisation de la population sur cette question nationale qui nécessite le soutien de toute la population.

Le Collège des Sages fait donc appel à toute la population de nos îles et plus particulièrement à toute la jeunesse de joindre le Comité Maore et mener le combat ensemble pour défendre l'unité nationale et consolider l'intégrité de notre territoire.

Avant de terminer ce petit message de soutien aux efforts du Comité Maore, je voudrais au nom du Collège des Sages deman-

der à chacun d'entre nous dans son domaine d'être vigilant dans la défense et la sauvegarde l'Unité et l'intégrité de notre territoire. Nous voyons tous les jours des articles dans les journaux et même dans des documents officiels qui parlent de trois îles par exemple en parlant d'un projet qui couvre Anjouan, Mohéli et Grande Comore on écrit « un projet qui va couvrir les 3 îles ». Soyons vigilants. Nous comoriens nous comprenons ce que nous voulons dire mais un étranger qui lit l'article ou le document officiel il va comprendre que notre pays est composé de trois îles et la on entre

dans le jeu de la France qui occupe notre quatrième île. De grâce si vous avez à faire à une situation pareille, veuillez pour éviter toute interprétation, étoffer un peu la phrase et dire par exemple, le projet va couvrir 3 de nos 4 îles.

Nous croyons fermement qu'un dialogue franc entre les autorités françaises et comoriennes parrainé par l'Union Africaine et l'ONU pourrait nous aider à trouver une solution juste et équitable à cette occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte qui a trop duré.

Ensemble nous vaincrons.

FESTIVAL D'ART CONTEMPORAIN DES COMORES

Et c'est parti pour la 5e édition

La cinquième édition du Festival d'Art Contemporain des Comores (FACC) débute à Moroni ce lundi 14 novembre. C'est l'occasion de célébrer les 10 ans de l'évènement depuis sa création en 2012. Devant la presse, Fatima Ousseine a parlé d'un festival particulier par rapport aux autres évènements, mais aussi la participation d'une cinquantaine d'invités de tous bords.

À partir de ce lundi 14 novembre, Moroni vibrera aux rythmes des activités culturelles prévues pour la cinquième édition du festival d'art contemporain. Devant les médias, Fatima Ousseine, présidente de la FACC s'est réjoui des progrès réalisés par

son association comme propulser des projets artistiques et culturels, faire en sorte que l'artiste vive de son art, augmenter régulièrement la participation des artistes locaux et internationaux au niveau du pays. « Nous, si on parlait du bonheur », tel est le thème choisi pour célébrer cette 5e édition. Et la présidente de la FACC a annoncé la participation de plusieurs artistes internationaux venus des États Unis d'Amérique, de Haïti, du Canada, du Benin, du Burkina-Faso, d'Allemagne, de France, des Seychelles, de Maurice et de La Réunion, Egypte, Syrie, Jordanie et entre autres. « C'est parmi mes plus grandes ambitions, voire des artistes internationaux chez nous. A travers ces invitations, on développe le tourisme », avance-

t-elle.

Une cinquantaine d'invités à la fois des élèves pour le concours international jeunesse, des conférenciers, des artistes plasticiens de tous bords sont attendus pour cette 5e édition. « Lors de cette même édition, on a un travail sur le numérique, des artistes qui viennent faire des Hop Hart, une expression artistique qui joue sur la visualisation, il va y'avoir une dame qui va danser dans les arbres et une programmation du cinéma absolument extraordinaire », précise-t-elle.

Pour cette nouvelle édition, plusieurs prix vont être décernés notamment le «Simbo national», le «Simbo d'Or», le Prix spécial du Jury et le «Simbo Jeunesse» dédié aux élèves. Hormis le concours

d'art plastique des élèves de Ndzouani, Ngazidja, Maurice, Maore, Mwali, la Réunion, Sénégal, Seychelles, diverses expositions et conférences vont tenir les Comoriens en haleine durant des jours. On peut citer entre autres «L'Unité dans la diversité» avec Zaahirah Muthy, «L'Afrique et les Sciences» de Cheikh Mbacké Diop, «Pas de Nous sans Moi» avec Napalo, «De l'Ombre à Lumière» avec Mahamoud Ali Ahmed ou encore «Le Facc et l'Exposition Universelle de Dubaï» par la commissaire Fatima Ousseine.

Durant ces jours, d'autres activités sont envisagées pour désenclaver la culture et l'art comoriens. « Nous avons une culture à vendre. Le Ukumbi, on peut organiser ça au

foyer des femmes pour montrer à nos invités notre tradition, en quelque sorte nos festivités dans les mariages. Ça pourrait leur plaire. Et les paniers qu'on offre soient remplis d'objets artisanaux. Comme ça, on développe peu à peu l'esprit patriote comorien » présume-t-elle. Et d'ajouter : « Si l'on sait d'où on vient, on sait où on va ! Pour dire qu'il faut savoir ce qu'on a pour en valoriser au lieu de valoriser ce que possède l'autre. D'où le thème du FACC, Ujjuwa ». Pour rappel, la première édition du FACC a démarré en 2012 avec une préparation qui était depuis 2010. Le festival est né de la volonté de valoriser l'art aux Comores et l'art des Comores.

Kamal Gamal

JOURNÉE MAORÉ :

" On a les mêmes valeurs, cultures et traditions "

À l'occasion de la journée Maoré célébrée le samedi 12 novembre, l'association Ngo'Shawa a tenu une conférence de débat suivie d'une projection sur l'île sœur de Mayotte et des autres îles intitulée "le syndrome Mahorais". Un débat enrichissant destiné à la sensibilisation des jeunes présents, mais aussi pour comprendre l'importance de cette journée.

Promouvoir l'apprentissage et la diffusion de notre histoire sont deux choses importantes pour forger une nation et une unité de valeurs en partage. C'est dans cette optique que l'association Ngo'Shawa a tenu une conférence débat suivie d'une projection de film sur l'île sœur de Mayotte et le reste de l'archipel des Comores, intitulé « le syndrome Mahorais ». A cette occasion, un débat enrichissant a été animé par Abdillah Saandi Kemba, Youssouf Abdoul Madjid et Chadhouli Amdrani venant de Mayotte, qui en a profité pour parler des réalités de la situation à Mayotte.

Kemba a fait une brève historique de 1841 jusqu'à la fin des sultanats. Selon lui, la thèse selon laquelle Mayotte a fait le choix de rester française à cause du transfert de la capitale du pays de Dzaoudzi à Moroni n'est pas véridique. « C'était une question de stratégie de la France et d'influence et surtout que ceux qui administraient l'île à l'époque voulaient toujours garder le commandement », explique-t-il. Et de préciser : « Quand le départ de la France à Diego-Suarez a été déclaré, la France a voulu à tout prix avoir un siège dans la zone pour installer sa base militaire. C'est à partir de là que l'ancienne puissance coloniale s'est intéressée de notre Mayotte.

Elle a réussi à influencer les sultans de Mayotte, puis elle a accaparé l'île car nous sommes aussi dans un carrefour stratégique du canal de Mozambique ».

A son tour Youssouf Abdoulmadjid a décrypté la projection en mettant en exergue les valeurs et traditions communes aux

quatre îles. « On a les mêmes valeurs, la même culture et les mêmes traditions. Nous parlons la même langue et avons le même mode d'habillement. C'est depuis que Mayotte a été érigée en département français, qu'on nous observons une différence politique et institutionnelle. Aujourd'hui, il faut un visa

pour se rendre chez nous, et pas mal de choses administratives ont changé », avance-t-il.

Quant à Chadhouli Amdrani a montré l'inquiétude des autres frères qui voulaient participer à cette journée Maoré. « Chaque fois qu'on participe à un évènement aux Comores, on nous suspend au boulot. C'est

pour cela que les autres ont eu peur de venir dans cette journée Maoré. Mais, je suis là car je sais que c'est la réalité », dit-il. Pour ce qui se passe à Mayotte, il pense que c'est inadmissible. « Comment se fait-il qu'un enfant des Comores ne peut pas se rendre à Mayotte sans le visa, se demande-t-il. Ça nous fait mal quand on voit nos frères et sœurs refoulés dans leur propre pays, car Mayotte est comorienne ». Et d'ajouter : « Je sais qu'à mon retour à Mayotte, j'aurais de problème mais ce n'est pas grave. J'assume ».

Et sur la situation à Mayotte, il montre qu'il y a trop de délinquance à Mayotte et que la gendarmerie française n'arrive pas à la maîtriser. « Ce que j'ai compris, les autorités locales font exprès en laissant ces jeunes. Ils n'ont jamais cherché une solution pour ces jeunes. Mais, c'est une stratégie pour déstabiliser le pays, tout entier. C'est pour cela que les autorités françaises tentent toujours de les renvoyer ici », souligne-t-il.

Nassuf Ben Amad



FAIT DIVERS

La petite brûlée de 13 ans, meurt en kwassa

Malgré toute une mobilisation pour son évacuation en France, la petite fille de 13 ans, brûlée au troisième degré, a perdu la vie dans un Kwassa pour Mayotte.

Brûlée au troisième degré soit à 85% de son corps, la jeune fille de 13 ans est morte à bord d'un Kwassa pour Mayotte vendredi 11 novembre dernier. D'après nos informations, une solution particulière d'une évacuation d'urgence a été permise le 10 novembre dernier pour une évacuation sanitaire depuis les Comores

pour la France. « Tout a été fait, vu que l'accord des évacuations sanitaires entre Moroni et Mayotte était à la traîne. Une solution palliative a été trouvée. La petite devrait quitter Anjouan en bateau pour se rendre à Mayotte, par la suite, un avion devrait l'attendre avec une équipe médicale à bord pour se rendre en France afin de bénéficier les meilleurs soins. Malheureusement, vendredi dernier, elle a perdu la vie dans un Kwassa », confie notre source encore sous le choc.

Notons que jeudi 09 novembre dernier, en conférence de presse,

l'association Act Together qui avait assuré les soins d'urgence, avait fait le point de l'état critique de la gamine et des conditions de prise en charge à Domoni. Cette dernière avait lancé un appel à l'aide pour son évacuation. « Elle est grièvement brûlée et elle a besoin des soins particuliers que le pays ne peut pas offrir vu son état. Nous saisons la société civile, l'ambassade de France, le gouvernement, les organisations qui œuvrent d'habitude sur les évacuations sanitaires à se rapprocher pour qu'ensemble nous trouvions rapidement une solution

pour évacuer cette jeune fille, pour sa survie », avaient lancé Aida Yahya et le chanteur Lee-nossent.

Malheureusement, c'est en Kwassa, qu'elle perd la vie, soit sa troisième tentative depuis son accident. Pour rappel, ces incidents malheureux sont répétitifs dans le pays. Une question qui mérite une réflexion particulière de nos autorités sanitaires pour le renforcement de nos structures de santé afin d'éviter des telles tragédies.

Andjouza Abouheir

COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE :

" La paix comme assise pour affronter les divergences "

104 ans depuis la signature de l'armistice de 1918, la traditionnelle cérémonie d'hommage à l'endroit des soldats morts pour la France a été organisée vendredi dernier à la résidence de l'ambassadeur de France à Moroni. Sylvain Riquier a rappelé la valeur de la paix. Pour lui, « la guerre n'est pas un mécanisme pertinent de règlement des conflits, c'est certainement la démonstration de l'absolue nécessité de la paix ».

Comme dans plusieurs pays, la France a célébré la fin de la première guerre mondiale de 1914-1918, le 11 novembre date de la signature de l'armistice. Aux Comores, une cérémonie de commémoration à l'endroit des morts a été organisée à la résidence de l'ambassade de France à Moroni en présence de plusieurs personnalités, notamment la gouverneure de l'île de Ngazidja, Sitti Farouata Mhoudine et le Délégué à la défense. Dans son discours, l'ambassadeur de France, Sylvain Riquier a rendu hommage aux valeureux combattants et un hommage particulier aux tirailleurs comoriens. Selon lui, 1 300 soldats comoriens ont été recrutés lors de la première guerre mondiale et 129 d'entre eux sont officiellement « morts pour la France ». Les uns dans le 1er

bataillon des tirailleurs somalis, d'autres dans le 12e bataillon des tirailleurs malgaches. « Le haut commandement militaire français a loué leur courage et leur endurance, qualifiés d'exceptionnels. Un monument « aux Somalis morts pour la France », qui intègre les combattants comoriens, a été inauguré en 1961 près du cimetière militaire de Cuts, dans l'Oise.... Tous ces braves, avec l'encouragement moral du grand cadî des Comores, sont tombés loin de chez eux. Nous leur exprimons un profond respect pour leur sacrifice. Hommage aux braves des Comores engagés dans la Grande Guerre ! », a-t-il salué.

Le 11 novembre est un jour d'hommage mais aussi un moment de réflexion des leçons à tirer. Le diplomate français a fait un bref rappel des 4 ans de guerre mais aussi l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie, depuis le 24 février 2022. « La leçon majeure du 11 novembre, c'est qu'au regard du prix payé et des conséquences, la guerre n'est pas un mécanisme pertinent de règlement des conflits, c'est certainement la démonstration de l'absolue nécessité de la paix. La paix comme assise pour affronter les divergences, pour les traiter dans un esprit de dialogue, de compréhension mutuelle et de négociation, dans le respect des droits de chacun. La guerre ne peut pas être une solu-

tion. Elle ne devrait pas, elle ne devrait plus jamais être un mécanisme de résolutions des conflits. Elle peut être une tentation mais cette tentation doit être combattue », a-t-il martelé.

De son côté, la gouverneure de l'île de Ngazidja, Sitti Farouata Mhoudine, petite fille d'un ancien combattant, a expliqué que le 11 novembre est une date qui rappelle les valeurs universelles qui fondent l'humanisme et font gagner les esprits de droit et de justice, de paix et des libertés pour sauver la Nation en péril. « Après l'armistice de ce 11 novembre 1918 qui a mis fin à quatre années de guerre, des voix se sont élevées pour crier, plus jamais », a-t-elle lancé. Comme l'ambassadeur, la cheffe de l'exécutif de Ngazidja revient sur la situation en Ukraine. « La guerre en Ukraine est d'autant plus terrible qu'avec les réseaux sociaux et les medias, on assiste en direct aux destructions des patrimoines, aux assassinats, aux viols, c'est l'horreur conjuguée au malheur. Mais depuis, la solidarité internationale s'intensifie et la résistance s'organise et face à cette guerre dont les conséquences impactent notre quotidien, je ne peux que renouveler une fois de plus mes vœux de paix et de prospérité dans le monde », a-t-elle déclaré.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



NATIONS
UNIES
COMORES

AVIS DE RECRUTEMENT



PN
UD
Union des Comores

Le PNUD Comores recrute un (e) Associé (e) aux Finances pour le projet GCF « **Assurer un approvisionnement en eau résistant au climat aux Comores** », NPSA 7

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir d'ici ci-dessous :

* Poste Associé (e) aux Finances pour le projet GCF « **Assurer un approvisionnement en eau résistant au climat aux Comores** », NPSA 7

* https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/6876/?utm_medium=jobshare

Date de début de Publication : 10 novembre 2022
Date limite dépôt des candidatures : 30 novembre 2022

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.



NATIONS
UNIES
COMORES

AVIS DE RECRUTEMENT



PN
UD
Union des Comores

Le PNUD Comores recrute un (e) Médecin de la clinique des Nations Unies « **Health Manager , UN Clinic Physician** », FTA , NOA

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir d'ici ci-dessous :

* Poste « **Health Manager , UN Clinic Physician** », FTA , NOA

https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/fr/sites/CX_1/job/6725/?utm_medium=jobshare

Date de début de Publication : 03 Novembre 2022
Date limite dépôt des candidatures : 17 novembre 2022

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

JOURNÉE NATIONALE MAORE

"Ne cédez pas un seul millimètre de terre à la France"

Ce samedi 12 novembre a eu lieu la cérémonie de la célébration de la journée Maore au Palais du peuple de Moroni. Malgré les nombreuses résolutions des Nations Unies réaffirmant l'unité et l'intégrité des Comores, la quatrième île Mayotte est toujours sous administration française.

Comme chaque 12 novembre, l'Union des Comores célèbre la journée nationale Maore. Une date très importante pour les Comores qui marque l'admission des Comores à l'Organisation des Nations Unies, montrant également l'effectivité de la souveraineté nationale par la résolution 3385 du 12 novembre 1976 et devenant ensuite un sujet de droit international. Le président du comité Maore Me Attick Youssouf a montré que l'occupation illégale de l'île de Mayotte dans son évolution est toujours d'actualité, avec son cortège de malheurs. « Naufrage de Kwasa-Kwasa, déplacement forcé des populations locales, démolition d'habitations, refoulement et détention arbitraire de citoyens comoriens des autres îles sous prétexte d'être immigrés, bref des violations graves des droits humains, la question reste toujours d'actualité ».



Projection du film sur Mayotte par Ngoshawo.

Selon lui, on ne peut être immigré dans son propre pays. « Jeunesse comorienne, héritière de grands hommes et de lutte héroïque, nous célébrons aujourd'hui cette journée Maore avec douleur et indignation, c'est parce que notre indépendance n'est pas complète et

notre souveraineté empiétée en violation du droit international », dit-il. Et d'ajouter : « Nous tenons à rappeler ici que chaque génération a ses erreurs, mais le plus grand péché serait de faire dos à notre souveraineté car il y a de notre sécurité et notre démocratie. Ne cédez pas

un seul millimètre de terre à la France. A l'instar des pays africains en lutte pour les libertés de leur peuple se profile une émergence générationnelle, une nouvelle énergie capable de continuer la lutte de l'émancipation des peuples ».

Avec le nouveau paradigme

géopolitique africain, le comité Maore entend placer la question Maore au cœur de préoccupations des mouvements panafricanistes. Le collège des sages appelle à continuer le combat à la recherche des voies et moyens pour trouver une solution juste et équitable de cette occupation illégale. « Heureusement que le comité Maore est là et nous fait les points chaque année sur la situation. Il faut redoubler d'efforts et aider ce comité dans la mobilisation de la population sur cette question nationale qui nécessite le soutien de toute la population. C'est ainsi, que le collège des sages fait appel à toute la population de nos îles et plus particulièrement la jeunesse de rejoindre le comité Maore afin de mener le combat ensemble pour défendre l'unité nationale et consolider l'intégrité de notre territoire », avance à son tour Ousseine Saïd Mohamed, membre du collège des sages. De son côté le président de Ngo'Shawo, Moudjib Mohamed Saïd, a appelé le gouvernement à réagir au delà des discours, à réclamer le respect du droit international et le respect de notre pays avec force et conviction et d'aller jusqu'à la suspension effective du Visa Balladur.

Nassuf Ben Amad



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR – P171361)

“ SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LA SELECTION DES ENTREPRISES DES TRAVAUX DE LOGEMENT DANS LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE ”

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour financer des contrats des travaux de construction de logements après le passage du cyclone Kenneth.

2. Objectif de l'AMI :

L'Objectif de l'AMI est de réaliser une présélection des entreprises dans le domaine des travaux de génie civil et bâtiments pour faciliter la mise en œuvre du Projet.

Les soumissionnaires potentiels : Entrepreneurs de travaux de génie civil et de bâtiments et sont priés de manifester leur intérêt en envoyant, au plus tard le **lundi 21 novembre 2022 à 14h00**, heure locale, à l'adresse suivante, leur dossier de candidature comportant :

- Les pièces administratives ;

- La liste de personnels avec leurs CV ;
- La liste de matériel
- Les références des 3 dernières années pour des travaux de bâtiments ;
- Les références des 3 dernières années pour des travaux de logements ;
- Les bilans des trois dernières années à l'adresse suivant :

Adresse : Route de la Corniche, Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire sur la Route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores ou bien par courriel à l'adresse suivant : cor.ugp.prpkr@gmail.com avec copie aux e-mails ci-dessous : rpm.ugp.prpkr@gmail.com, aux jours et heures suivantes : **du lundi au vendredi de 8h-16h00**.

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée.

SUIVI DU PROJET MAYENDELEYO

Les responsables se réjouissent des résultats observés sur le terrain

Le comité national de pilotage du projet Mayendeleyo de filets sociaux de sécurité, pour renforcer la résilience des communautés vulnérables et réhabiliter les zones touchées par le cyclone Kenneth, a effectué une visite à Mohéli samedi dernier, dans la commune de Moimbassa et dans la région de Djando. C'est une visite de suivi et évaluation des activités entreprises. Lesquelles touchent le secteur de l'éducation et le développement économique. Après la tournée dans ces localités, les responsables du projet se réjouissent des résultats observés sur le terrain.



Projet Mayendeleyo sur le terrain.

Le projet Mayendeleyo de filets sociaux de sécurité, soutenu par des mesures d'accompagnement suit son cours. Le samedi dernier, le comité national de pilotage se trouvait à Mohéli pour observer de plus près l'évolution des travaux réalisés au cours de cette année 2022 dans la dimension sociale et éducationnelle. Les résultats, selon les responsables, sont très satisfaisants. Ce projet a reconstruit 3 Salles de classe à Bandar es salam, 4 salles de classe dans la commune de Moimbassa dont deux à Ntakoudja et deux autres à Hoani. 7 salles de classe ont été également

réhabilitées dans la région de Djando dont 2 à Hagnamoida, 3 dans le village de Nkangani et 2 autres à Hamavouna.

Sur le plan des activités de relèvement socio-économique, ce comité se trouvait dans la commune de Moimbao pour constater les travaux de production vivrière, élevage des chèvres et d'activités de commerce extérieur. Ce sont des activités réalisées en majorité par des femmes dont le but est d'améliorer les condi-

tions financières. Avec ce projet, certains bénéficiaires ont pu s'investir dans des d'autres projets comme l'achat de vaches ou la création de micros entreprises et autres. « Les femmes sont des actrices du développement économique du pays. Je les encourage à intensifier ce genre d'activités afin de prendre sérieusement leur avenir en main » suggère Baraka Ali Mari, secrétaire général du gouvernorat d'Anjouan.

Les bénéficiaires de ce projet se

disent confiants et sollicitent d'autres investissements car, selon eux, cela leur permettra de subvenir d'avantage à leurs besoins. « Je témoigne ici que ce projet m'a vraiment aidé dans ma vie. Je suis reconnaissant et j'appelle les responsables du projet à penser déjà comment financer d'autres projets de ce genre qui seront bénéfiques pour tous » sollicite Elhad Mdéré Bacar un des bénéficiaires.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU PARTI JUWA DE L'EX PRÉSIDENT SAMBI

Après un embastillement de plus de quatre ans et demi, le colonel-président Azali Assoumani s'apprête à traduire l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi devant une Cour de sûreté de l'État illégale, en violation flagrante des normes en vigueur et de toutes les règles de procédure et donc de toutes les garanties d'un procès équitable.

Les charges retenues sont lourdes de conséquences tant elles sont uniquement mues par des considérations purement politiques et inspirées de la tenace revanche d'un colonel-président dont la vocation est de diviser les Comoriens. Les multiples exactions commises dans plusieurs localités dont Iconi, Ndzaouzé et récemment Mbéni, où la disproportion des moyens utilisés et les attaques délibérées contre des civils sont susceptibles de recueillir la qualification de crimes de guerre, ne laissent aucun doute sur la nature d'un régime dictatorial qui conduit inexorablement le pays vers la guerre civile.

Dans ces heures sombres de notre Histoire, j'en appelle à la mémoire de nos pères fondateurs, Saïd Mohamed Cheikh, le prince Saïd Ibrahim, Ahmed Abdallah et Mohamed Ahmed, qui ont voulu tracer chacun à sa manière, le chemin de pratiques politiques respectueuses des traditions comoriennes de dialogue ; à celle de tous les hommes d'État qui ont pris à leur suite le relais, et, en ce qui concerne l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi, à maintenir la paix civile et la concorde nationale lors de l'exercice de son mandat jusqu'à appuyer par la suite le colonel-président Azali Assoumani pour accéder au pouvoir ; à la nation

toute entière pour dénoncer ces atteintes aux libertés et aux règles fondamentales du droit et la prise en otage de l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi.

Les forces vives ne peuvent désormais plus se taire, y compris les plus hauts dignitaires religieux et en premier lieu le Grand Mufti, dont l'autorité religieuse et morale ne doit pas consentir à cautionner une mascarade.

C'est en conscience que nous déclarons rejeter par avance les conclusions d'un procès que l'on organise sur la base de la fabrique du mensonge et d'éléments tronqués, en violation de toutes les lois nationales et internationales, comme en furent victimes d'anciens combattants de la liberté ou d'anciens chefs d'État, tels Mandela et Lula.

Devant cette forfaiture amorcée en 2018 et face aux multiples attentats commis contre les libertés, le colonel-président Azali Assoumani et ses complices en porteront et en assumeront devant Allah et les hommes la grave et lourde responsabilité.

Le Secrétaire-général du JUWA

Ahmed Hassane El-Barwane

Moroni, 11 novembre 2022